

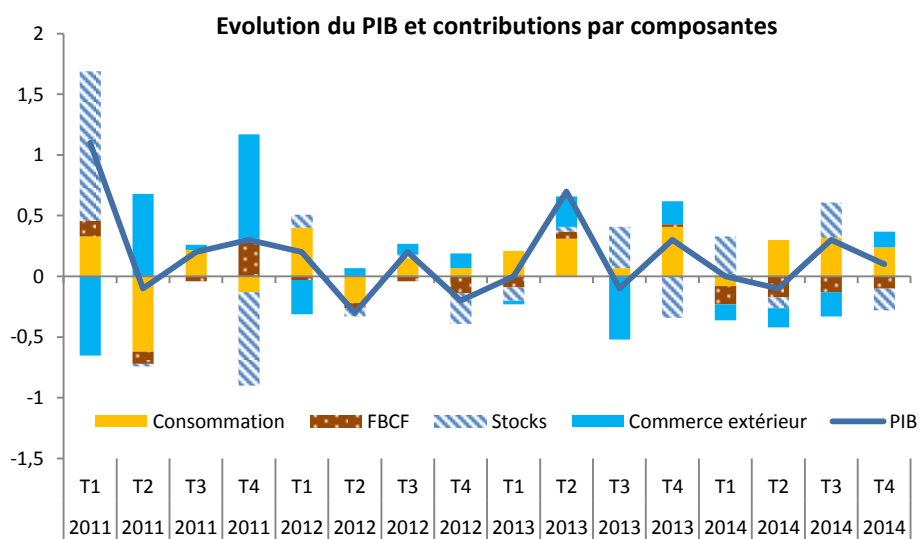
Trois indicateurs sur l'économie française en 2014

Vendredi 13 février 2015

Le présent flash étudie trois indicateurs macro et micro-économiques sur l'évolution de l'activité en France en 2014.

1. Le PIB en France au quatrième trimestre : faible croissance

Selon l'INSEE, le PIB de la France aurait **progressé de 0,1 %** au quatrième trimestre (T4) par rapport au trimestre précédent, après + 0,3 % au T3. De façon schématique, cette progression est la somme de trois évolutions : une contribution positive de la demande intérieure hors stocks (+ 0,14 %), une contribution négative des stocks (- 0,18 %) et une contribution positive du commerce extérieur (+ 0,13 %). Sur le premier point, la décomposition confirme les tendances déjà observées, à savoir une **progression des dépenses de consommation** des ménages et des administrations publiques et un nouveau **recul de l'investissement** (FBCF), y compris des entreprises (contribution de - 0,1 %). La contribution de ce dernier facteur à la croissance aurait donc été négative tout au long de l'année 2014, comme en 2012. Sur le deuxième point, le déstockage concernerait notamment le matériel de transport (automobile, aéronautique). Enfin, la contribution positive du commerce extérieur s'expliquerait par le dynamisme des exportations (+ 2,3 %), supérieur à celui des importations (+ 1,7 %). Au total, **la croissance aurait été de + 0,4 % en moyenne annuelle**, ce qui est conforme à la prévision retenue par le Gouvernement dans la LFR 2 pour 2014 (+ 0,4 %).



Source : Afep à partir d'INSEE.

2. Création d'entreprises : une réalité « micro » méconnue et relativement stable

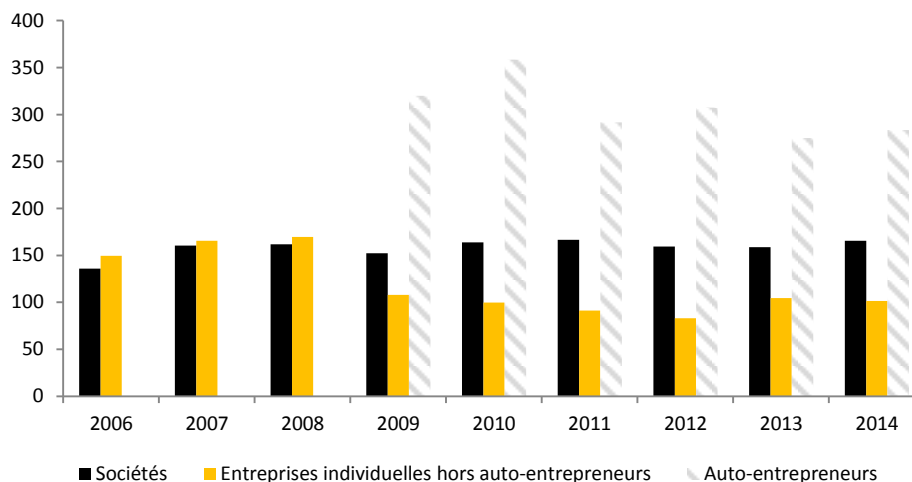
D'après une récente étude¹, un peu plus de **550 000 entreprises ont été créées en France en 2014**, soit une progression de 2 % par rapport à 2013. Pour la moitié d'entre elles, il s'agit de créations réalisées sous le régime de **l'auto-entrepreneur** (AE, récemment requalifié « micro-entrepreneur ») : en vigueur depuis 2009, ce régime offre des formalités allégées en termes administratifs et de prélèvements obligatoires, contreparties d'un plafonnement du chiffre d'affaires éligible². Après un engouement au moment du lancement, les créations sous ce régime tendent néanmoins à stagner. Par ailleurs, une distinction doit être faite entre l'inscription à ce dernier et l'activité économique effective : en effet, selon l'ACOSS, sur 911 000 AE administrativement actifs fin 2013, seuls 657 000 (soit 72 %) avaient

¹ « Hausse des créations d'entreprises en 2014, notamment des sociétés », INSEE première, n° 1534, janvier 2015.

² 32 600€ en cas de prestations de services à caractère commercial ou d'activités non commerciales, 81 500€ en cas de ventes.

déclaré un chiffre d'affaires positif³, même si cette part augmente depuis la création du régime à la faveur de la progression de l'ancienneté moyenne. Au global, le régime du « micro-entrepreneur » a sans doute facilité le lancement d'activités d'appoint, voire de complément, notamment pour les moins de 30 ans et les plus de 60 ans.

Evolution du nombre de créations d'entreprises, en milliers



Source : Afep à partir d'INSEE.

Si l'on cible l'analyse sur la dynamique hors AE, on constate que les créations de sociétés ont relativement peu souffert de la faible croissance économique depuis la Grande récession. Avec près de **166 000 sociétés nouvelles** en 2014, les créations ont ainsi d'ores et déjà **dépassé leur niveau de 2007**. En revanche, les créations d'entreprises individuelles hors AE restent en retrait par rapport au niveau d'avant-crise, même si un phénomène de substitution en faveur du régime de l'AE est sans doute à l'œuvre depuis 2009. Confirmant l'intuition, les statistiques montrent que **seulement 5 % des entreprises sont employeuses au moment de leur création**, ce ratio doublant lorsque l'on exclut les AE.

3. Financement de l'économie : de l'absence de rationnement du crédit

Le débat public véhicule parfois l'idée selon laquelle l'atonie de l'activité repose, du moins en partie, sur un comportement excessivement prudent des établissements financiers qui entraverait la réalisation de projets, en particulier pour les PME. En d'autres termes, il y aurait un « **rationnement du crédit** », caractérisé par un excès de demande par rapport à l'offre. Selon la Banque de France⁴, **ce sentiment n'est pas étayé** par les chiffres : ainsi, l'encours de crédits aux sociétés non financières serait supérieur à celui de fin 2008 en France, contrairement aux pays de la zone euro et au Royaume-Uni, confirmant une progression (certes ralentie) depuis 2010. Par ailleurs, le **taux de satisfaction des demandes formulées demeure élevé** : plus de huit PME sur dix obtiennent totalement ou en grande partie (à plus de 75 %) ce qu'elles ont demandé. Dès lors, la difficulté principale semble se trouver du côté de la **demande de crédits**. Grâce à l'enquête semestrielle de la BCE, il est possible de connaître les difficultés les plus importantes rencontrées par les PME de la zone euro : pour la France, il s'agit avant tout de **trouver des consommateurs** et de **maîtriser les coûts de production** (19 % chacune), de faire face aux difficultés liées à la réglementation (17 %), l'accès au financement n'arrivant qu'en quatrième position (13 %).

Après un léger rebond en 2010 et 2011, 2014 est la troisième année consécutive de croissance molle dans un contexte européen il est vrai peu favorable. Les indicateurs microéconomiques permettent de préciser le constat : les entreprises françaises, dont la dynamique de création n'a pas subi d'érosion, n'ont que peu de difficultés de financement. Ceci atténue donc l'efficacité prévisible, pour la France, des mesures monétaires à venir et renforce d'autant le besoin de poursuivre l'action sur les autres champs de la politique économique (simplification, prélèvements obligatoires, marché du travail...).

³ Seul un tiers des AE économiquement actifs en 2013 ont eu un bénéfice annuel supérieur à 4 500€.

⁴ « Le crédit bancaire aux PME en France : d'abord la persistance d'une faible demande », E. Kremp et P. Sevestre.